



## Sarkozy annonce à Rethel 100.000 contrats aidés supplémentaires

PARIS (AFP) — Nicolas Sarkozy a annoncé 100.000 contrats aidés supplémentaires pour 2009, mardi à Rethel dans les Ardennes, où il dévoilait son plan pour l'emploi présenté comme la "3e étape" de son action contre la crise, après les mesures de sauvegarde des banques et celles pour les entreprises.

Le chef de l'Etat a demandé au gouvernement "d'augmenter à 330.000 le nombre d'embauches dans ces contrats dans le projet de loi de finances pour 2009, soit 100.000 de plus que ce qui était prévu".

"Mais je ne veux pas que, comme on le fait depuis des années, on renvoie à la fin du contrat les personnes à la case départ, le RMI ou le chômage", a-t-il poursuivi. "Je demande donc à Laurent Wauquiez de préparer un plan d'action et de veiller à ce qu'une véritable offre de services soit destinée aux bénéficiaires de contrats aidés, en cours même de contrat, pour leur donner le maximum de chances d'obtenir à la sortie un emploi dans une entreprise", a-t-il indiqué.

"Actuellement, lorsqu'à l'issue de leur contrat ou de leur mission, ils se réinscrivent comme demandeur d'emploi, ils ne sont reçus qu'après 4 mois", a-t-il précisé, demandant un "suivi précoce" qui permettra de leur proposer "immédiatement une formation ou une offre d'emploi". M. Sarkozy a également dit qu'il veillerait "personnellement à ce que les 60.000 contrats supplémentaires qui ont été récemment décidés pour 2008 soient bien au rendez-vous d'ici fin décembre".

Il a affirmé que "dès l'été prochain il ne doit plus exister en France que des +guichets uniques+" pour les demandeurs d'emploi et que "dès septembre prochain, l'entretien unique doit être généralisé".

La "mobilisation pour l'emploi" est "la 3e étape du plan d'action global que nous mettons en oeuvre" pour sortir de la crise financière, a-t-il assuré en ouverture de son discours.

Le président a de nouveau justifié les mesures en faveur des banques en assurant que l'argent des banques, "c'est le vôtre". Il a assuré que "les seuls bénéficiaires" du plan de soutien au secteur bancaire récemment adopté par le Parlement sont "les entreprises et les ménages". "Le plan voté par le Parlement à la demande du gouvernement est fait pour les PME, est fait pour les salariés, est fait pour la croissance, est fait pour l'emploi, il est pas fait pour les banques", a déclaré le chef de l'Etat. "Les seuls bénéficiaires de ce plan, ce sont les entreprises et les ménages, à qui les banques prêteront à nouveau", a-t-il ajouté.

Après les aides aux banques et entreprises, les mesures pour les salariés étaient très attendues, à deux jours de la publication du nombre de demandeurs d'emplois en septembre, alors que les chiffres du chômage avaient amorcé une forte remontée en août.

**Le chef de l'Etat réunira jeudi à l'Elysée les préfets, les trésoriers payeurs-généraux et "les banques" afin d'examiner la mise en oeuvre du plan de relance du crédit.**

**"Je recevrai jeudi à l'Elysée tous les trésoriers payeurs-généraux, tous les préfets et les banques, et je surveillerai personnellement cela. Ceux qui ne joueront pas le jeu, on l'expliquera à l'opinion publique", a lancé le chef de l'Etat dans son discours sur l'emploi, a-t-il poursuivi. "Je ne me contenterai pas d'engagements verbaux", a-t-il souligné, rappelant qu'il avait confié au commissaire aux comptes René Ricol la mission de "vérifier sur le terrain, banque par banque, département par département que ces engagements seront tenus".**

**Nicolas Sarkozy s'est engagé à prendre des "décisions pour la fin de l'année" afin de mettre sur pied une sécurité sociale professionnelle. "Pour promouvoir l'emploi d'aujourd'hui, il nous faut tout à la fois créer une véritable sécurité sociale professionnelle, en sécurisant mieux les parcours professionnels et proposer des solutions immédiates et concrètes aux situations difficiles qui vont se présenter sur le terrain", a dit le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Rethel.**

**"J'ai déjà dit que je souhaitais que les décisions ambitieuses soient prises avant la fin de l'année. Nous ferons donc le point avec les partenaires sociaux dans les toutes prochaines semaines sur l'avancement de leurs travaux. Mais qu'on ne méprenne pas sur ma détermination, les décisions seront prises avant la fin de l'année", a-t-il ajouté.**